

§ 3. Jusqu'au moment où il peut bénéficier d'une programmation social plus favorable auprès de la société, le fonctionnaire, venant d'une autre institution publique ou qui est passé du Ministère de la Communauté flamande à la société conserve les avantages de la programmation sectorielle de son service d'origine, aux conditions suivantes :

1° au cas où l'avantage sectoriel implique l'attribution d'une échelle barémique plus favorable, l'échelle barémique reste limitée à l'échelle barémique à laquelle le fonctionnaire avait droit suivant la réglementation existante au moment de sa mutation et dans le grade duquel il était vêtu à ce moment; les modifications ultérieures à cette réglementation ne s'appliquent plus à ce fonctionnaire.

2° au cas où l'avantage sectoriel implique le paiement d'une allocation, d'une indemnité ou d'un avantage social, ils ne le conservent que pour autant que les conditions de son attribution subsistent dans l'institution où il se retrouvera.

3° le fonctionnaire qui est titulaire d'un diplôme d'ingénieur civil et qui du fait de son service d'origine ressort du champ d'application de l'arrêté royal du 14 janvier 1969 portant la prime de productivité en faveur des ingénieurs civils auprès de l'ancien Fonds des Routes ou du Ministère des Travaux publics, continue à bénéficier de cette prime suivant les modalités et aux conditions de l'arrêté royal précité du 14 janvier 1969.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 6.** Le ministre flamand des Travaux publics, des Transports et de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, 2 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre des Travaux publics, des Transports et de l'Aménagement du Territoire,

S. STEVAERT

Annexe

Fonctions vacantes auprès de la société anonyme du Canal maritime et de la Gestion foncière des Voies navigables pour la Flandre

A1	ingénieur - ingénieur civil	1
A1	adjoint du directeur - juriste	1
A1	adjoint du directeur - économiste	1
A1	adjoint du directeur - spécialiste des communications	1
A1	informaticien	1
B1	expert - secrétariat de direction	1
E	agent technique	1

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand fixant le mode par lequel des membres du personnel du ministère de la Communauté Flamande et des Institutions publiques flamandes peuvent une seule fois être transférés vers la société anonyme du Canal maritime et de la Gestion foncière des Voies navigables pour la Flandre.

Bruxelles, 2 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre des Travaux publics, des Transports et de l'Aménagement du Territoire,

S. STEVAERT

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 828

[S - C - 99/29117]

**12 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française définissant les sanctions disciplinaires et les modalités selon lesquelles elles sont prises dans les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale de l'enseignement secondaire, notamment l'article 5;

Vu le décret du 9 novembre 1990 portant organisation des établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française et instaurant la participation des membres de la communauté éducative, notamment l'article 8;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, notamment l'article 86;

Vu l'arrêté royal du 11 décembre 1987 déterminant le Règlement organique des établissements d'enseignement de plein exercice de l'État dont la langue de l'enseignement est le français ou l'allemand à l'exclusion des établissements d'enseignement supérieur, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 27 avril 1993 et par l'arrêté du Gouvernement du 13 juin 1997;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 4 novembre 1998 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'enseignement obligatoire dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 12 janvier 1999,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, en ce compris l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, ordinaire et spécial de plein exercice et à horaire réduit et aux internats autonomes relevant de l'enseignement obligatoire organisés par la Communauté française.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° personnel : le personnel définitif, temporaire ainsi que le personnel contractuel de l'établissement;

2° parents : les parents des élèves fréquentant l'établissement ou la personne investie de l'autorité parentale;

3° décret : le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

**Art. 3.** Les sanctions disciplinaires et les modalités selon lesquelles elles sont prises en application du présent arrêté doivent figurer dans le règlement d'ordre intérieur de chaque établissement d'enseignement organisé par la Communauté française.

**Art. 4.** Des règles complémentaires relatives aux modalités d'application des dispositions du présent arrêté peuvent être édictées par le chef d'établissement. Ces règles complémentaires sont soumises à l'avis préalable du Conseil de participation. Sauf improbation par le Ministre ou son délégué, pour erreur de droit ou contrariété à l'intérêt général, elles sont de plein droit d'application au terme d'un délai de 60 jours à dater de leur notification, à la Direction générale de l'enseignement obligatoire. L'avis du Conseil de participation est joint à cette notification.

**Art. 5.** Tout élève, y compris l'élève libre, est tenu de respecter les dispositions des règlements en vigueur dans l'établissement dans lequel il est inscrit.

Les parents sont tenus au même respect pour les dispositions qui impliquent leur responsabilité.

**Art. 6.** Les sanctions disciplinaires prononcées à l'encontre d'un élève ne peuvent pas être prises en compte dans l'évaluation des compétences. Dans chaque établissement et pour chacun des niveaux d'enseignement, le bulletin est conçu de telle sorte que les élèves, les parents et les enseignants distinguent sans ambiguïté d'une part l'évaluation des compétences disciplinaires et transversales et d'autre part l'évaluation du comportement social et personnel établissant ainsi une séparation nette entre ces deux ordres d'exigence scolaire.

**Art. 7.** Dans le respect des dispositions du règlement d'ordre intérieur, les élèves sont susceptibles de se voir appliquer une sanction disciplinaire notamment pour tout acte, comportement ou abstention répréhensibles commis non seulement dans l'enceinte de l'établissement mais aussi hors de l'établissement si les faits reprochés ont une incidence directe sur la bonne marche de l'établissement.

**Art. 8.** Toute sanction disciplinaire est proportionnée à la gravité des faits et à leurs antécédents éventuels. L'élève qui, après avoir été entendu par le chef d'établissement ou son représentant, refuse d'exécuter la sanction est passible de la sanction suivante dans l'ordre de gravité fixé à l'article 9.

**Art. 9.** Les sanctions disciplinaires qui peuvent être prononcées à l'égard des élèves sont les suivantes :

1° le rappel à l'ordre par une note au journal de classe à faire signer pour le lendemain par les parents ou l'élève majeur;

2° la retenue à l'établissement, en dehors du cadre de la journée scolaire, sous la surveillance d'un membre du personnel;

3° l'exclusion temporaire d'un cours ou de tous les cours d'un même enseignant dans le respect des dispositions de l'article 86 alinéas 2 et 3 du décret; l'élève reste à l'établissement sous la surveillance d'un membre du personnel;

4° l'exclusion temporaire de tous les cours dans le respect des dispositions de l'article 86 alinéas 2 et 3 du décret;

5° l'exclusion définitive de l'établissement dans le respect des dispositions des articles 81, 82, 85 et 86 du décret. Une notification écrite est adressée, s'il échet, à l'Administrateur de l'internat où l'élève est inscrit.

En cas d'exclusion temporaire, l'élève est tenu de mettre ses documents scolaires en ordre et l'école veille à ce que l'élève soit mis en situation de satisfaire à cette exigence.

**Art. 10.** Les sanctions prévues à l'article 9, 1°, 2°, 3° et 4°, peuvent s'accompagner d'une mesure diminuant la note d'évaluation du comportement social et personnel si l'école a fait le choix d'une note chiffrée pour évaluer ce comportement.

**Art. 11.** Le rappel à l'ordre est prononcé par tout membre du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation. Il peut être accompagné de tâches supplémentaires qui font l'objet d'une évaluation par le membre du personnel qui prononce la sanction. Si l'évaluation n'est pas satisfaisante, le chef d'établissement peut imposer une nouvelle tâche.

**Art. 12.** Les sanctions prévues à l'article 9, 2°, 3° et 4°, sont prononcées par le chef d'établissement ou son délégué après avoir préalablement entendu l'élève. Les sanctions et la motivation qui les fonde sont communiquées à l'élève, à ses parents par la voie du journal de classe ou par un autre moyen jugé plus approprié. La note au journal de classe doit être signée pour le lendemain par les parents ou l'élève majeur. L'élève doit toujours être en mesure de présenter son journal de classe au membre du personnel qui le réclame.

Les sanctions visées à l'alinéa précédent sont accompagnées de tâches supplémentaires qui font l'objet d'une évaluation par le membre du personnel que le chef d'établissement ou son délégué désigne. Si l'évaluation n'est pas satisfaisante, le chef d'établissement peut imposer une nouvelle tâche.

**Art. 13.** Les tâches supplémentaires visées aux articles 11 et 12 et, en particulier, celles qui accompagnent la retenue à l'établissement, doivent chaque fois que possible consister en la réparation des torts causés à la victime ou en un travail d'intérêt général qui place l'élève dans une situation de responsabilisation par rapport à l'acte, au comportement ou à l'abstention répréhensibles qui sont à l'origine de la sanction. Elles peuvent aussi prendre la forme d'un travail pédagogique.

Les tâches supplémentaires à caractère pédagogique imposées à l'élève en complément des sanctions disciplinaires ne peuvent faire l'objet d'une évaluation sommative. Leur évaluation ne pourra influencer le cours des délibérations et, en outre, elles ne consisteront jamais en tâches répétitives et vides de sens.

**Art. 14.** L'article 6 de l'arrêté royal du 11 décembre 1987 déterminant le règlement organique des établissements d'enseignement de plein exercice de l'État dont la langue de l'enseignement est le français ou l'allemand, à l'exclusion des établissements d'enseignement supérieur est abrogé.

L'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1993, est abrogé.

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1998.

**Art. 16.** Le Ministre ayant l'enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 janvier 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education,  
Mme L. ONKELINX

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 828

[S - C - 99/29117]

**12 JANUARI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de tuchtstraffen en de nadere regels voor hun treffen in de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het decreet van 9 november 1990 tot organisatie van de door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijsinstellingen en tot invoering van een regeling tot inspraak voor leden van de onderwijsgemeenschap, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inzonderheid op artikel 86;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 december 1987 tot vaststelling van het organiek reglement voor de Rijksonderwijsinrichtingen met volledig leerplan, waarvan de onderwijstaal het Frans of het Duits is, met uitzondering van de inrichtingen voor hoger onderwijs, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 27 april 1993 en bij het besluit van de Regering van 13 juni 1997;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1998 over de aanvraag bij de Raad van State om advies uit te brengen binnen maximum één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 4 november 1998, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het verplicht onderwijs behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 12 januari 1999,

Besluit :

**Artikel 1.** De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de inrichtingen voor gewoon en buitengewoon kleuter-, lager, basis-, secundair onderwijs, met inbegrip van het bijkomend beroepssecundair onderwijs, met volledig of beperkt leerplan en op de autonome internaten die onder het door de Franse Gemeenschap georganiseerd verplicht onderwijs ressorteren.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan te worden

1° personeel : het vastbenoemd, tijdelijk en contractueel personeel van de inrichting;

2° ouders : de ouders van de leerlingen die de inrichting bezoeken of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent;

3° decreet : het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

**Art. 3.** De tuchtstraffen en de nadere regels van hun treffen in toepassing van dit besluit dienen in het huishoudelijk reglement van iedere door de Franse Gemeenschap ingerichte instelling opgenomen te worden.

**Art. 4.** Het hoofd van de inrichting kan bijkomende regels betreffende de nadere regels voor de toepassing van de bepalingen van dit besluit treffen. Deze bijkomende regels worden vooraf aan het advies van de Deelnemingsraad voorgelegd. Behoudens afkeuring door de Minister of diens afgevaardigde, wegens dwaling omtrent het recht of strijdigheid met het algemeen belang, worden ze van rechtswege van toepassing na een termijn van zestig dagen vanaf hun kennisgeving bij de Algemene directie Verplicht onderwijs. Het advies van de Deelnemingsraad wordt bij deze kennisgeving gevoegd.

**Art. 5.** Alle leerlingen, met inbegrip van de vrije leerlingen, dienen de bepalingen van de instelling waarin ze ingeschreven zijn in acht te nemen.

De ouders dienen de bepalingen die hun verantwoordelijkheid betrekken in acht te nemen.

**Art. 6.** De tuchtstraffen uitgesproken ten opzichte van een leerling kunnen in geen geval in aanmerking genomen worden voor de evaluatie van de bevoegdheden. In iedere inrichting en voor ieder onderwijsniveau, wordt het bulletin zodanig opgesteld dat de leerlingen, ouders en onderwijzers zonder dubbelzinnigheid, enerzijds, de evaluatie van de transversale en tuchtbevoegdheden, en anderzijds, de evaluatie van het maatschappelijk en persoonlijk gedrag kunnen onderscheiden, met een duidelijke scheiding van deze twee schoolvereisten.

**Art. 7.** Mits inachtneming van de bepalingen van het huishoudelijk reglement kan op de leerlingen een tuchtstraf toegepast worden, inzonderheid voor elke strafbare daad, elk strafbaar gedrag of elk strafbaar weigeren van hulp, niet alleen binnen de inrichting alsook buiten de inrichting als de verweten feiten een inslag hebben op de goede werking van de inrichting.

**Art. 8.** Iedere tuchtstraf is evenredig met de ernst van de feiten en met hun mogelijke antecedenten. Op de leerling die, na gehoord te zijn geweest door het hoofd van de inrichting of diens vertegenwoordiger, weigert de straf uit te voeren, kan de volgende straf in de rangschikking van ernst bedoeld bij artikel 9 worden toegepast.

**Art. 9.** De tuchtstraffen die kunnen worden uitgesproken ten opzichte van de leerlingen zijn de volgende :

1° de terechtwijzing via een nota in het klasboek dat voor de dag daarna door de ouders of de meerderjarige leerling dient te worden ondertekend;

2° het verplicht naverblijven, buiten het kader van de schooldag, onder het toezicht van een personeelslid;

3° de tijdelijke uitsluiting uit een cursus of uit alle cursussen van eenzelfde onderwijzer mits inachtneming van de bepalingen van artikel 86, leden 2 en 3, van het decreet; de leerling blijft bij de inrichting onder het toezicht van een personeelslid;

4° de tijdelijke uitsluiting uit alle cursussen met inachtneming van de bepalingen van artikel 86, leden 2 en 3, van het decreet;

5° de definitieve uitsluiting uit de inrichting met inachtneming van de bepalingen van de artikelen 81, 82, 85 en 86 van het decreet.

Er wordt, desnoods, een schriftelijke kennisgeving aan de beheerder van het internaat waarbij de leerling ingeschreven is, toegestuurd.

Bij geval van tijdelijke uitsluiting wordt de leerling ertoe gehouden zijn schooldocumenten in orde te brengen en zorgt de school ervoor dat de leerling in staat wordt gesteld aan deze vereiste te voldoen.

**Art. 10.** De straffen bedoeld bij artikel 9, 1°, 2°, 3° en 4°, kunnen gepaard gaan met een maatregel tot verlaging van de evaluatienota van het maatschappelijk en persoonlijk gedrag indien de school een cijferwaardering heeft gekozen voor dit gedrag.

**Art. 11.** De terechtwijzing kan worden uitgesproken door ieder lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel. Zij kan gepaard gaan met bijkomende opdrachten die geëvalueerd worden door het personeelslid dat de straf uitspreekt. Is de evaluatie niet voldoende, dan kan het hoofd van de inrichting een nieuwe opdracht opleggen.

**Art. 12.** De bij artikel 9, 2°, 3° en 4°, bedoelde straffen worden uitgesproken door het hoofd van de inrichting of zijn afgevaardigde, nadat de leerling gehoord werd. De straffen en de motivering ervan worden medegedeeld aan de leerling, zijn ouders via het klasboek of een ander middel dat beter aangepast geacht wordt. De nota in het klasboek dient getekend te worden voor de dag daarop door de ouders of de meerderjarige leerling. Op ieder ogenblik dient de leerling in staat te zijn zijn klasboek aan het personeelslid dat het vraagt, voor te leggen.

De bij vorig lid bedoelde straffen gaan gepaard met bijkomende opdrachten die geëvalueerd worden door het personeelslid aangewezen door het hoofd van de inrichting of zijn afgevaardigde. Is de evaluatie niet voldoende, dan kan het hoofd van de inrichting een nieuwe opdracht opleggen.

**Art. 13.** De bij de artikelen 11 en 12 bedoelde bijkomende opdrachten en, meer specifiek, deze die samen met het verplicht naverblijven worden opgelegd, dienen, telkens dat het mogelijk is, te bestaan uit het herstel van de schade berokkend aan het slachtoffer of een werkzaamheid van algemeen belang dat de leerling in een toestand van verantwoordelijkheid stelt tegenover zijn strafbare daad, strafbaar gedrag of strafbaar weigeren van hulp die ten grondslag liggen aan de straf. Ze kunnen eveneens de vorm innemen van een pedagogisch werk.

De bijkomende taken van pedagogische aard die opgelegd worden aan de leerling ter aanvulling van de tuchtstraffen mogen in geen enkel geval tot een cijferwaardering aanleiding geven. Hun evaluatie zal de deliberaties niet beïnvloeden en, bovendien, zullen ze nooit bestaan in zinloze en herhaalde opdrachten.

**Art. 14.** Artikel 6 van het koninklijk besluit van 11 december 1987 tot vaststelling van het organiek reglement voor de Rijksonderwijsinrichtingen met volledig leerplan, waarvan de onderwijstaal het Frans of het Duits is, met uitzondering van de inrichtingen voor hoger onderwijs, wordt opgeheven.

Artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 april 1993, wordt opgeheven.

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

**Art. 16.** De Minister tot wiens bevoegdheid het verplicht onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 januari 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met het Onderwijs,  
Mevr. L. ONKELINX